



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT GOBAIN PAM

Avenue Camille Cavallier
BP 129
54700 Pont-À-Mousson

Références : -
Code AIOT : 0006200539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN PAM
- Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006200539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Saint-Gobain PAM Exploite une installation de production de fonte d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure. À ce titre cette installation est visée par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	facteur d'émission du flux de coke de Haut fourneaux	Règlement européen du 19/12/2018, article 30.2.	Sans objet
2	détermination du niveaux d'activité de la sous-installation fonte liquide	Règlement européen du 19/12/2018, article 7.1 et annexe VII section 5.	Sans objet
3	contrôles métrologiques des instruments de mesures	Règlement européen du 19/12/2018, article 11.4.	Sans objet
4	périmètre de la sous-installation combustible	Règlement européen du 19/12/2018, article 10.5.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée par l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : facteur d'émission du flux de coke de Haut fourneaux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 30.2.
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine et déclare toujours les facteurs de calcul en se référant à l'état du combustible ou de la matière qui est utilisé pour les données d'activité correspondantes, c'est-à-dire l'état dans lequel se trouve le combustible ou la matière lors de l'achat ou de l'utilisation dans le procédé responsable des émissions, avant séchage ou autre traitement en vue des analyses de laboratoire.

Au cas où cette méthode entraînerait des coûts excessifs, ou si une plus grande précision est possible, l'exploitant peut systématiquement déterminer les données d'activité et les facteurs de calcul en se référant à l'état du combustible ou de la matière au moment où les analyses de laboratoire sont effectuées.

Constats :

L'exploitant a déclaré que les fournisseurs de coke leur transmettaient des rapports d'analyse pour chaque lot livré. Ces rapports indiquent le tonnage livré, le taux d'humidité et le taux de carbone du lot. Ce sont ces données qui servent pour le calcul des émissions liées à la combustion du coke. Il a expliqué que les quantités consommées sont déterminées à partir des quantités livrées directement aux hauts-fourneaux, celles venues du stock par train diminuées de la quantité de fines vendues, et en prenant la correction de stock. Un pont-bascule permet de peser les quantités livrées par camion directement aux hauts-fourneaux et les quantités de fines vendues qui sortent par camion.

Les quantités de coke provenant du stock sont calculées à partir du nombre de wagons qui acheminent le coke vers les hauts-fourneaux multipliées par une capacité par défaut des wagons.

Des tas par fournisseur sont constitués et identifiés. Ces stocks dont la quantité est limitée sont régulièrement épuisés, ce qui permet à l'exploitant de définir un écart de stock et de corriger la valeur de coke consommée. Il a été constaté la présence de plusieurs tas de coke sur la zone de stock, identifiés à l'aide de pancartes. Les tas sont espacés de plusieurs mètres pour éviter leur mélange lors des opérations de manutention. Les explications et l'état constaté des stocks sont cohérents avec la procédure de suivi et de contrôle des émissions de CO₂ de l'exploitant.

Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : détermination du niveaux d'activité de la sous-installation fonte liquide

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7.1 et annexe VII section 5.

Thème(s) : Risques chroniques, déclaration des niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

7.1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII. [...]

Annexe VII section 5 :

[...] S'il n'est pas techniquement réalisable de déterminer les quantités en stock par une mesure directe, ou si cela risque d'entraîner des coûts excessifs, l'exploitant peut estimer ces quantités de l'une des deux manières suivantes: [...]

b) en se fondant sur les procédures consignées par écrit et sur les données correspondantes figurant dans les états financiers vérifiés couvrant la période de déclaration.

Constats :

La quantité de fonte liquide produite dans l'installation donne droit à une allocation de quotas gratuits. Le comptage direct de la fonte liquide produite n'est pas faisable techniquement. L'exploitant a fait une demande de dérogation auprès du préfet pour pouvoir utiliser une autre méthode de détermination dans le cadre de ses déclarations des niveaux d'activité.

Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué que la quantité de fonte liquide produite est calculée à partir des quantités connues des matières premières introduites dans les hauts-fourneaux et des analyses régulières de la fonte. La teneur en fer de la fonte permet, en ayant connaissance de la quantité de fer des matières premières, de déduire par calcul la fonte liquide produite. Un rebouclage est effectué à partir des quantités de fonte livrées au consommateur final mesurées par pont-bascule. L'exploitant vérifie qu'il obtient la même valeur que celle mesurée en appliquant un calcul descendant à partir de la quantité de fonte liquide produite calculée.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les fichiers de calculs permettant de réaliser ce bilan. Les méthodes décrites sont cohérentes avec celles consignées dans le plan méthodologique de surveillance cadrant les déclarations des niveaux d'activité.

Dans le cadre des déclarations des émissions, l'exploitant utilise la méthode du bilan massique pour soustraire la quantité de carbone qui reste fixée dans la fonte à la fin du procédé de fabrication. Les quantités déclarées ne correspondent pas à la quantité de fonte liquide déclarée dans les déclarations des niveaux d'activité. L'exploitant a expliqué que la différence venait principalement des stocks de produits. Ce qui expliquerait qu'en fonction des années, les quantités de la fonte liquide produite peuvent être soit inférieures soit supérieures à celles de la fonte exportée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : contrôles métrologiques des instruments de mesures

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11.4.

Thème(s) : Risques chroniques, déclaration des niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.

Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement.

Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.

Constats :

L'exploitant a déclaré qu'un étalonnage des sous-compteurs de gaz était planifié tous les 3 ans. L'exploitant a présenté un rapport de vérification du compteur du four 6 datant du 13/11/2023 et un plan de contrôle interne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : périmètre de la sous-installation combustible

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 10.5.
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration des niveaux d'activité
Prescription contrôlée : Lorsqu'il procède à la répartition conformément aux paragraphes 1 et 2, l'exploitant veille à ce que: a) chacun des produits physiques de l'installation soit attribué à une sous-installation, sans omission ni double comptage;[...]
Constats : Des gaz de hauts-fourneaux sont injectés au niveau du traitement thermique pour générer de la chaleur. Le gaz consommé par le traitement thermique donne droit à des allocations de quotas gratuits, mais pas les gaz de hauts-fourneaux. En effet, le traitement de ce type de gaz est inclus dans le référentiel fonte liquide. Par conséquent, les quantités de gaz traités ne peuvent être déclarées dans le référentiel combustible. L'exploitant a expliqué que cette quantité de gaz n'était pas prise en compte dans les combustibles déclarés pour les déclarations des niveaux d'activité. Lors de l'inspection, la confrontation entre des données relevées sur compteur semble corroborer la bonne application de la méthode de déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite